

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMDC LOGISTIQUE

ZI Ecopole BP 112
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D-00015-2024
Code AIOT : 0006405517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement SMDC LOGISTIQUE implanté ZI Ecopole BP 112 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDC LOGISTIQUE
- ZI Ecopole BP 112 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006405517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMDC Logistique est autorisée, par arrêté préfectoral n° 164-2005 A du 23 août 2006, à exploiter une plateforme logistique composée de 2 entrepôts couverts nommés SMC3 et SMC4 situés à Saint-Martin-de-Crau, dans la zone industrielle Ecopôle. La société SMDC Logistique SAS a succédé à la société LOGIPREST. La déclaration de changement d'exploitant date du 01 juillet 2011. L'établissement est soumis au régime ICPE de l'autorisation pour la rubrique 1510 (entrepôts couverts de stockage de matières ou produits combustibles). Le bâtiment SMC3 est composé de 7 cellules de 5 760 m² et est dédié aux activités d'entreposage de l'enseigne BRICO DEPOT.

Le bâtiment SMC4 est composé de 5 cellules de 5 760 m² et est dédié aux activités d'entreposage de l'enseigne BRICO DEPOT pour 4 cellules et LAVAZZA pour 1 cellule.

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne stockait pas de matières ou produits dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 05/10/2010, article 19	Sans objet
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 06/10/2010, article 20	Sans objet
4	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 07/10/2010, article 21	Sans objet
5	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 08/10/2010, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une organisation globalement satisfaisante pour répondre aux exigences des textes juridiques applicables notamment avec des vérifications annuelles périodiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre - ARF
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des

installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<p>Constats :</p> <p>Une analyse risque foudre (ARF) a été réalisée le 08/09/2011. Suite au constat que les protections foudre n'étaient pas suffisantes, une nouvelle ARF et étude technique sur le bâtiment SMC3 (référéncée FCPM 2110902 révision B) et sur le bâtiment SMC4 (référéncée FCPM 2110903 révision B) ont été réalisées le 6 août 2012 par Foudre CONSULT organisme Qualifoudre n° 082396093045. Ces deux ARF pour les bâtiments SMC3 et SMC4 ont été réalisées sur la base d'une évaluation des risques conformément à la norme NF EN 62305-2 version de 2006.</p> <p>Cette ARF évalue les risques et détermine une protection à mettre en œuvre de niveau IV pour SMC3 et de niveau III pour SMC4 pour les effets directs et de niveau I pour les effets directs pour SMC3 et SMC4.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre – Étude technique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une ETF sur le bâtiment SMC3 (référéncée FCPM 2110902 révision B) et une ETF sur le bâtiment SMC4 (référéncée FCPM 2110903 révision B) ont été réalisées le 6 août 2012 par Foudre CONSULT organisme Qualifoudre n° 082396093045. Ces ETF définissent précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection.</p> <p>L'exploitant nous a présenté lors de la visite la notice de vérification et de maintenance et le carnet de bord tenus à jour.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre – Travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après</p>

l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Les travaux d'installation des dispositifs de protection ont été réalisés de février à juillet 2013 par INDELEC, organisme Qualifoudre n° 051166662003 (dossier technique du 07/08/2013). Un procès-verbal de réception des travaux réalisé par Foudre CONSULT en date du 26/08/2013 fait état de la conformité des protections contre le risque foudre aux exigences de l'étude technique. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre - Vérification complète et vérification visuelle
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : L'installation des dispositifs de protection a été réalisée de février à juillet 2013 par l'organisme INDELEC. Le rapport de vérification initiale réalisé par Foudre CONSULT, organisme Qualifoudre en date du 13 août 2013 faisait état de réserves sur la conformité des travaux de protections foudre, levées par PV en date du 12/01/2014. L'exploitant fait procéder par Foudre CONSULT, organisme Qualifoudre, à des vérifications périodiques sur ces installations de dispositifs contre la foudre. Pour les deux bâtiments SMC3 et SMC4 des vérifications périodiques ont été réalisées tous les ans. Les conclusions du dernier rapport de vérification périodique annuelle complète du 26/06/2023 fait état de la bonne conformité des protections foudre contre les effets directs et indirects du bâtiment SMC3 et d'une réserve sur les protections foudre du bâtiment SMC4. Certains des compteurs de coup de foudre du bâtiment SMC4 sont illisibles et devaient donc être remplacés. L'exploitant a transmis à l'inspection la facture des travaux de remplacement. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection le rapport de vérification annuelle des dispositifs de protection foudre qu'il réalisera en 2024. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées sur un fichier Excel. L'exploitant fait procéder à une visite trimestrielle des compteurs foudre réalisée par un technicien en interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre - Documents tenus à disposition de l'IIC
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection l'analyse risque foudre et ses mises à jour, l'étude technique et ses mises à jour, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord rempli et les rapports de vérification. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite